

LES SYSTÈMES SOCIOSTRATÉGIQUES



Jean-Paul CHARNAY

Islamologue et directeur de recherche au CNRS. Il est le fondateur et président du Centre de philosophie de la stratégie à la Sorbonne, directeur de la collection « Classiques de la stratégie » aux éditions de L'Herne.

Depuis 1989, chute du mur de Berlin...

Lors de la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, l'histoire a semblé s'accélérer. En fait ce sont surtout les évolutions sociologiques, économiques et culturelles profondes qui n'avaient pas été prises en compte par les spécialistes des relations internationales.

Cruel paradoxe : l'URSS avait œuvré à la décolonisation contre les vieilles métropoles ; ces dernières, débarrassées du poids démographique et des hétérogénéités civilisationnelles de leurs anciennes dépendances, ont poursuivi leur développement et promu la construction européenne qui, jumelée à l'Amérique, semble offrir, en dépit de ses problèmes de chômage, de drogue, de déshérence éducative et de révolte juvénile dans les banlieues sous-urbanisées, les deux « biens » les plus éclatants de notre temps : les droits de l'homme et les produits de consommation. Sauf exception, la plupart des pays du Tiers Monde ne les ont pas obtenus, n'ont pas résisté à la tentation de les posséder, tandis que l'Amérique les proclamait valeurs universelles. Dans ce contexte, comment ont évolué les six systèmes sociostratégiques à l'œuvre en 1990 ?

N. B. : Les présentes notices procèdent à la mise à jour de celles parues dans *Métastratégie* en 1990. En raison de l'adjonction de trois systèmes chronologiquement antérieurs, de la chute de Rome à la guerre féodale (1. « Royaumes romano-barbares » ; 2. « *Renovatio imperii* » ; 3. « Implantations ultramarines »), parus dans les numéros 20 et 22 de *Géostratégiques*, leur numérotation a changé. Ainsi le n° 14, « Dissuasions nucléaires », est devenu le n° 17, le n° 15, « Guerres paramanufacturières », correspond maintenant au n° 18 ; le n° 16, « Civilisations et guerres écono-

miques », au n° 19 ; le n° 17, « Infra-révolution industrielle », au n° 20 ; le n° 18, « Ultra-révolution tiers-mondiste » au n° 21, le n° 19, « Pulsions idéoraciales », au n° 22.

Les notices des systèmes 4 à 16, historiquement clos, sont contenues dans l'ouvrage *Métastratégies* sous les numéros 1 à 13. L'ensemble des systèmes seront mis en perspective dans la conclusion générale de cette série d'études.

Depuis Hiroshima 1945

L'opposition entre les deux Grands (l'« équilibre de la terreur ») reposait sur les deux piliers que sont la fiabilité technologique équivalente et l'antagonisme idéologique : capitalisme et pluralisme contre collectivisme et monopartisme. L'équivalence technologique a subsisté un certain temps. Mais le fléchissement du pilier idéologique a entraîné la dissolution économique de l'URSS.

L'Initiative de défense stratégique, la « guerre des étoiles » (expression impropre) de Ronald Reagan, cherchait à déstabiliser le pilier technologique et entraînait l'URSS dans une course à la sophistication qui, outre le maintien d'un armement conventionnel abondant et en partie périmé, a accéléré la crise alimentaire et a déqualifié le marxisme-léninisme comme philosophie et comme système de gouvernement. Mais la capacité de frappe de la Russie demeurait redoutable après le rapatriement des missiles hors des pays ex-soviétiques vers la Russie historique. Fallait-il ou non continuer de croire en la dissuasion ? Il n'est pas certain que la guerre froide n'ait pas dégénéré en guerre chaude, en raison de la dissuasion réciproque entre les deux blocs par l'arme de destruction massive. On peut estimer que ladite arme a assuré un *statu quo* général en refoulant vers les zones périphériques « grises » les affrontements diplomatiques et les conflits excentrés. Surgit alors l'absurdité logique pour qui croit à la dissuasion : penser que la dissuasion réciproque a favorisé l'éclosion de conflits locaux ou régionaux, alors qu'une nouvelle aspiration est apparue chez les peuples émergents, bien exprimée par le malheureux leader pakistanais Ali Bhutto : s'il existe une bombe chrétienne, une soviétique, une chinoise, une hindoue, pourquoi pas une musulmane ? Spectre de la prolifération.

Les opinions publiques font preuve d'une « faim nucléaire », vitupérant d'abord l'inégalité planétaire en matière de recherche scientifique et de capacité électronucléaire et médicale. Qu'en est-il pour l'arme atomique ? Sentiment de frustration sur un déficit technologique, sans aller jusqu'à vouloir la fabrication d'une arme

opérationnelle ? Les passions et les sentiments de sécurité devraient être appréciés en fonction des idéologies et des croyances, par milieu et par tendance politique, intérêt économique et jeu diplomatique : ainsi, concernant la Corée du Nord, chantage à l'aide ? Pour l'Iran, l'idée de la mise à niveau de la civilisation musulmane semble évidente mais en quelle mesure la ferveur religieuse joue-t-elle en faveur de la capacité opérationnelle appelée par la ferveur nationaliste ? Il est difficile d'évaluer en quelle proportion les deux ferveurs s'imbriquent. Il n'est pas certain non plus qu'un régime iranien qui ne serait plus inspiré par ce que l'on a appelé la révolution islamique, donc un régime « laïc », aurait moins de propension non à réaliser mais à espérer disposer d'une manière virtuelle d'une capacité nucléaire militaire. Il faut distinguer entre les gouvernements et les peuples. Il semble que les gouvernements veuillent le maintien des équilibres actuels, mais les masses souhaitent un relâchement de l'emprise américaine. Les États-Unis hésitent sur le choix des pays sur lesquels ils pourraient s'appuyer : l'aspiration au développement social, à la sécurité, à l'identité, au prestige se conjugue dans les couches moyennes qui subissent l'influence de l'islamisation oblique, rituelle et morale.

D'autant qu'une bombe nucléaire iranienne entraînerait une certaine sanctuarisation du pays, comme une propension à la prolifération chez ses compétiteurs régionaux : l'Arabie Saoudite et l'Égypte. Mais celle-ci exige d'autres opérations que le seul enrichissement de l'uranium. Elle suppose une triple maîtrise : tête nucléaire de petite et moyenne puissances, missilerie efficace et système de pénétration susceptible de déjouer les ABM (*Anti Ballistic Missiles*).

En fait, on peut distinguer quatre doctrines relatives à la dissuasion nucléaire et aux diverses utilisations d'armes atomiques. En partant de la *dissuasion réciproque par menace de mutuelle destruction assurée*.

D'abord, la *dissuasion pédagogique* qu'ont voulu utiliser les États-Unis à l'encontre de l'URSS et qui semble avoir réussi lors du retrait des missiles soviétiques à Cuba (1962) : persuader l'Autre que la doctrine d'emploi de l'arme atomique est son non-emploi.

En second lieu, la *dissuasion de prestige*, celle de la France gaullienne qui agissait du faible au fort en raison du « pouvoir égalisateur de l'atome ». Pour éviter sa « portugalisation », la France s'établissait en puissance nucléaire ; demeurant en fait sous l'ombrelle américaine, elle acquérait un pouvoir de contestation diplomatique (pouvoir de discussion) davantage à l'encontre des États-Unis que de l'Union so-

viétique. Actuellement, se pose le problème de l'ajustement de la force française à l'OTAN, qu'elle a réintégré tout en maintenant l'autonomie de sa force de frappe par rapport à la défense commune de l'Europe.

La troisième catégorie renvoie à la *dissuasion virtuelle*. C'est le cas d'Israël qui n'adhère pas au TNP (Traité de non-prolifération nucléaire) et se garde par la possibilité de « monter » une arme quasi immédiatement opératoire tout en demeurant en « dernier ressort » sous couvert américain.

Une quatrième catégorie, parfois appelée « pressuasion », contraction de prévention et de dissuasion, est apparue avec le retrait en 1987 des armes de théâtre à moyenne portée déployées en Europe (euromissiles Pershing américains contre S20 soviétiques) : conservation d'une force de frappe globale mais assortie d'une « conventionnalisation » (explosif classique) des têtes de missiles de croisière qui pourraient cependant, le cas échéant, recevoir en cas d'escalade des têtes nucléaires. C'est peut-être dans cette dernière catégorie encore mal définie techniquement, tactiquement et doctrinalement, qui tente de synthétiser les notions de *prévention* (mise hors de combat du potentiel adverse avant qu'il soit opérationnel) et *préemption* (faire partir la contre-offensive avant l'offensive), que l'on peut tenter d'analyser la politique de la Corée du Nord, faisant miroiter son non-armement contre l'envoi de produits vitaux. Pression pour négocier en de bonnes conditions plutôt qu'agir en dissuasion, c'est-à-dire en stabilisation ?

Ainsi se pose le problème du chantage de ceux que les États-Unis qualifient d'États voyous, postulant que les chefs de ces États ne perçoivent guère le caractère pédagogique et réciproque de la dissuasion. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad montre-t-il une certaine flexibilité négociatrice en dénonçant l'*apartheid* nucléaire ? En quelle mesure s'agit-il d'une attitude de marchandage vis-à-vis de l'Occident, d'une affirmation de soi face aux puissances régionales, d'un appel de propagande envers les opinions publiques musulmanes à mettre en relation avec ses imprécations à l'égard d'Israël et avec l'évaluation des réserves en hydrocarbures ? Il faudrait également préciser quelles sont les informations qui furent communiquées par le père de la bombe pakistanaise, Abdul Qadeer Khan, et par certains scientifiques russes à leurs collègues iraniens.

La distinction entre recherche et enrichissement d'uranium demeure floue. Toutefois, en matière de dissuasion préventive, la destruction antérieure des installations supposées productrices de matière fissile fut durement pratiquée : raid is-

raélien contre réacteur irakien (1979), guerre de coalition extra-ONU contre l'Irak en 2004 et ses supposées armes de destruction massive, raid israélien contre une usine syrienne en 2007. En juin 2008, Israël organisait des manœuvres aériennes et simulait une attaque sur un site nucléaire iranien : Israël (et l'Occident) anticipait-il une capacité d'intimidation plus qu'une frappe réelle ? En 2009, l'Iran annonçait l'existence d'une seconde usine d'enrichissement.

Autre phénomène : se sont créés des sous-systèmes de dissuasion réciproque qui semblent maintenir les conflits en basse intensité, en dépit de crises terroristes ou militaires. Concernant le Cachemire, entre l'Inde et le Pakistan qui n'ont pas adhéré au Traité de non-prolifération, mais dont l'armement nucléaire fut officiellement admis par les États-Unis, on peut estimer que l'explosion indienne suivie de l'explosion pakistanaise a favorisé le gel des prétentions respectives sur le Cachemire, et que la bombe pakistanaise a entraîné la perte du Cachemire indien par le Pakistan (cf. notre entretien « Entre islam et géostratégie », *Esprit*, août-septembre 1988, p. 65). Reste le problème de l'accession d'un pouvoir fondamentaliste au Pakistan. Pourrait-on envisager un tel accord tacite de dissuasion régionale entre l'Iran et Israël, entre deux « petits forts » ? La « prolifération balistique » (une vingtaine de pays) déterminera-t-elle une mutation de la dissuasion par affaiblissement de la dissuasion du « fort au faible » ? Celui-ci ne craignant pas (encore ?) la réplique (un matraquage nucléaire) à ses attaques conventionnelles, mais au contraire le faible pouvant inquiéter le fort par d'éventuels tirs d'armes chimiques ou bactériologiques... Surgit alors l'angoisse que le « globalement » faible n'ait pas acquis le raisonnement dissuasif de base : que l'arme nucléaire n'est pas faite pour détruire mais pour stabiliser.

Le maintien de l'équilibre devient plus complexe lorsque le « virtuel » possesseur d'une « petite » bombe, d'un missile de « relative » portée, pourrait s'évader du système dissuasif régional, s'implanter dans le système général de la dissuasion et menacer une zone vitale de l'un des Grands, et que la défense ABM (*Anti-Balistic Missile*) mise en place contre lui diminue la capacité de pénétration des ABN (armes balistico-nucléaires) d'un autre Grand. Ce qui laisse irrésolu le problème du « fou » : lors de la crise des missiles de Cuba en 1962, Castro a-t-il demandé à Khrouchtchev d'ouvrir le feu ? Vision apocalyptique : transposition au plan gouvernemental du martyr autosacrificiel. Au-delà de l'exaltation nationaliste, en dépit du seuil d'effectivité technique, pilier idéologique renouvelé : marxisme archaïque de la Corée du Nord, ferveur islamiste de l'Iran chi'ite impliqué dans son double

challenge économique et religieux avec l'Arabie Saoudite ou l'Égypte. Peut-on lui proposer l'option japonaise : science sans agressivité ?

On recrute toujours des volontaires prêts à se sacrifier. Cette vocation, qui détruit aussi bien l'Autre innocent, indifférencie en tant que personne, que Soi, peut (peut-elle) être reliée à cette « faim » d'atome ? Peut-elle être transposée du plan psychologique au plan étatique dans les rivalités régionales ou les équilibres intercontinentaux ? Elle risque de se matérialiser par la doctrine de la préservation des intérêts vitaux.

On n'abordera pas ici les éventualités technico-tactiques, certaines fictionnelles (miniaturisation : grenade atomique, terrorisme : valise atomique, stratégie opérative : missile de croisière, etc.). Cependant si l'ABN se trouve mise en péril dans son effectivité à quasi 100 % par l'ABM (pas maintenant *hic et nunc* mais d'ici quelque temps), à quoi servirait-elle ? Tactiquement, la dissuasion subsisterait-elle ? Les Chinois et les Américains viennent de détruire par missile des satellites « errants », et la Russie a protesté contre le projet (aujourd'hui abandonné) de « bouclier » anti-ABN à installer en Pologne et en Tchéquie par les États-Unis aux fins de contrer une éventuelle arme iranienne mais qui décrédibiliserait la capacité de pénétration – donc de dissuasion –, des fusées russes.

L'équilibre de la terreur durant la guerre froide s'argumentait sur une négation des valeurs de l'Autre, celles qui étaient irréductibles aux siennes. Mais cette négation n'existe plus et, si la vitrification absolue peut faire place à des « frappes chirurgicales » par arme conventionnelle, est-il nécessaire de reconduire une dissuasion totale ? C'est le raisonnement des « pragmatistes », des modérés, préconisant l'abandon de l'anticité et des armes de terrain belligères, contre les « rétentionnistes », les « traditionnistes », postulant que, tout comme la souveraineté, la dissuasion ne saurait se diviser.

Il en résulte un doute : le désir d'atome (militaire) ne serait-il actuellement que le fantasme de la sécurité ? Ce qui renvoie à la question déjà posée : faut-il continuer à croire en la dissuasion ? Les équilibres contemporains du système planétaire de la dissuasion nucléaire déterminent quelques interrogations : doivent-ils suivre les constellations géopolitiques : non-armement nucléaire de puissances majeures comme l'Allemagne et le Japon, imparfaitement compensé par l'Alliance atlantique ou les traités nippo-américains ? Controverses à l'intérieur de l'Union européenne concernant les sièges permanents et le droit de veto au Conseil de sécu-

rité de l'ONU pour la Grande-Bretagne et surtout la France. La défense commune comprend-elle la dissuasion commune ? Non-armement des grandes puissances régionales telles que l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Brésil... La dissuasion défensive ne serait plus potentiellement agressive. En cas d'interception éventuelle de missiles agresseurs, faut-il abandonner la politique du « ventre à l'air », gage de bonne foi réciproque dans la continuité de la dissuasion ? Faut-il prévoir un vaste programme d'enfouissement sous abris, des bunkers ultra-bétonnés dont la destination ne serait pas l'accueil des populations en danger mais la protection des missiles de rétorsion, la dissuasion ayant échoué.

Le système stratégique de la dissuasion nucléaire conserve toute son ambiguïté. Si elle a réellement permis d'éviter la grande guerre conventionnelle, la bombe est l'arme non létale la plus efficace. Elle recèle des risques majeurs par l'ignorance récurrente sur des mutations génétiques produites par les radiations atomiques des essais, des maintenances, des traitements des déchets, des « progrès » de l'arme elle-même : munitions à uranium allégé. Du reste, la dissuasion peut-elle reposer sur d'autres armements : chimiques (interdits), biologiques (encadrés) de destruction massive ? Les peuples utilisent mais redoutent l'atome en tant que tel. Les gouvernements les plus dominants ont peur de se dessaisir de la dissuasion.

Plus profondément, la perception philosophique de la dissuasion nucléaire a évolué. Inspirée par le solennel avertissement d'Einstein dénonçant les périls engendrés par l'emploi de l'arme atomique une semaine avant sa mort (1955), appuyée sur le Manifeste pour la paix du plus illustre dissident et père de la bombe H soviétique Sakharov (1948), le « Mouvement Pugwash pour la science et la paix », animé par Joseph Rotblat, avait espéré « remplacer la guerre par le droit ». Vision irénique qui a sans doute contribué à réduire l'action du Mouvement en celle d'une ONG pour la paix mais qui a suscité les réflexions sur le catastrophisme nucléaire, conséquence de l'incapacité des politiques à « penser » l'apocalypse nucléaire, à ne pas intégrer dans le concept de dissuasion l'idée qu'Armageddon est inscrit dans l'avenir (en sursis) car il arrivera non par volonté des responsables mais par « accident ». D'où les appels des tenants de cette thèse afin de préconiser non seulement la destruction des armes nucléaires existantes mais aussi le *know how*, le savoir-faire qui permettrait de reconstituer de nouveaux arsenaux. D'où le renouvellement des controverses historiques sur la question de savoir si Hiroshima et Nagasaki étaient indispensables à l'obtention de la reddition sans conditions du Japon. Avec le destin symbolique des pilotes des trois bombardiers B29 qui délivrèrent *Fat Boy*, la bombe. Le premier, chargé de l'observation météorologique, subit un stress de

responsabilité. Le second avion chargé de la bombe, baptisé *Enola Gay* par son pilote – du nom de sa mère –, fut tronçonné sous la pression de l'opinion publique pour être exposé en 1995 au musée de l'Espace à Washington. Le troisième, qui recueillait les informations secrètes, s'appelait déjà *Necessary Evil*. Bonne ou mauvaise conscience ? En février 2009 (discours de Prague), nouvellement élu, le président Obama évoque un monde dénucléarisé : idée que les possesseurs de l'arme doivent réduire leur armement pour dissuader les autres d'en acquiescer ?

Guerres paramanufacturières dans le Tiers Monde

Depuis la guerre israélo-arabe – 1948

Ces guerres menées avec des armes en grande partie achetées aux pays industrialisés, opposant divers pays du Tiers Monde (Israël/pays arabes, Inde/Pakistan, Algérie/Maroc, Égypte/Yémen, Irak/Iran, Chine/Viêtnam, Rwanda/Congo...), alternaient des phases d'incandescence et de guérilla larvée, ces dernières étant commandées par la nécessité de reconstituer le potentiel militaire détruit après de dures mais courtes batailles : guerre d'attrition par carence logistique. Mais les équilibres se sont modifiés par la fabrication locale d'armement. Sous cet angle, la « guerre du Golfe » (1990) puis la seconde guerre d'Irak (2004) conjoints deux phénomènes connus : un vaste affrontement Nord-Sud (Viêtnam, Algérie...) et une « guerre dans le désert » venue de la mer, avec des risques de dislocation pour l'Irak. Elle a en effet illustré l'affrontement de deux situations technologiques très dénivelées. La coalition dirigée par les États-Unis a mené une guerre de *high technology* : repérage systématique de toutes les cibles par satellite et AWACS ; traitement de ces cibles par missilerie, aviation ou canon de marine grâce à une maîtrise aérienne quasi absolue ; offensive aéroterrestre : hélicoptères survolant, génie déminant, chars et transport de troupes blindés avançant, infanterie débarquant au dernier moment pour subjuguier les troupes irakiennes enterrées dans les abris de campagne, traumatisées par de nouveaux modèles de bombes.

L'Irak demeurait dans une situation de guerre classique, avec toutefois quelques essais de frappe par missiles à moyenne portée. Essais non concluants de par l'imprécision des Scuds et la performance relative des missiles antimissiles Patriots. Ces derniers posent le problème d'une éventuelle première frappe par missiles à moyenne portée. La frappe irakienne par missiles non armés de tête chimique n'a pas eu pour effet la dissuasion du faible au fort ou l'escalade. Bombardé, Israël ne s'est pas laissé impliquer dans la bataille. Au contraire, la vigueur de la frappe

conventionnelle coalisée et la dissuasion du fort au faible ont joué car l'Amérique avait menacé l'Irak de représailles en cas d'utilisation d'armes chimiques : l'Irak s'est-il lui-même autorégulé, réservant ses tirs à ses propres populations : Al Habja ?

Cependant l'attaque insolite du martyr sacrificiel contre « le plus fort », la destruction des tours de Manhattan le 11 septembre 2001, bouleversait l'hyperpuissance qui avait lancé une occupation militaire à travers le « Grand Moyen-Orient » : guerre américano-islamiste, dont les prodromes avaient été la prise en otages des membres de l'ambassade américaine (1979) puis l'attentat suicide contre les marines à l'hôtel Drakkar (1983) au Liban. Après la victoire des talibans en Afghanistan, une coalition menée par les États-Unis a détruit leur régime en s'implantant dans le pays, puis a attaqué l'Irak (2004), soupçonné de fabriquer des armes de destruction massive. Alors, la victoire militaire obtenue en 1990 par une bataille asymétrique s'est heurtée à une guérilla idéonationaliste menée dans les villes et les montagnes contre les talibans reconstitués.

Appartiennent également à ce système les guerres/opérations des polices des forces russes contre les rebelles islamistes tchéchènes et des forces turques contre les Kurdes sur la frontière irakienne, outre la partition du Timor oriental à l'encontre de l'Indonésie. La répétition des guerres israéliennes contre les nouvelles *Intifada*, puis les guerres de l'été 2006 contre le Hezbollah chi'ite libanais, comme en 2008 contre le Hamas sunnite palestinien à Gaza, évacué par Ariel Sharon afin de bloquer les tirs de roquettes à courte ou moyenne portée sur ses villes frontalières, ont conduit Israël à construire un mur de 200 km de long encerclant la Cisjordanie et la bande de Gaza pour interdire le passage d'islamokazes. Ce qui entraîne une mutation tactique : la destruction des tunnels creusés entre Gaza et l'Égypte, et la construction de bunkers capables de résister aux bombes à effet de souffle. En stratégie, la doctrine pourrait avantager l'Iran par les milliers de roquettes disposés sur son sol contre Israël et le cas échéant contre l'Arabie Saoudite et la sortie des pétroliers. Mais le système de la dissuasion générale maintient-il la non-belligérance régionale ?

Le système de guerre paramanufacturière est également apparu dans les Balkans par l'explosion de l'ex-Yougoslavie. Ce pays, assemblage hétérogène, regroupant majoritairement les populations slaves du Sud après la Grande Guerre (1914-1918), s'était autonomisé après 1945 entre les deux blocs, grâce à son ouverture sur la mer, un neutralisme positif et un socialisme autogestionnaire sous la présidence de Tito, dont la mort en 1980 a libéré les tendances indépendantistes. Après 1992,

elles conduisirent à des guerres ethnonationalistes opposant diplomatiquement la Russie – soutenant les Serbes partisans du maintien de la Fédération – aux États-Unis, adeptes de son démantèlement par un embargo économique et des frappes aériennes de l'OTAN. Battue, la Serbie fut taxée du crime d'épuration ethnique commis au nom de valeurs nationalistes et historiques mais aussi religieuses – Slaves orthodoxes contre musulmans obtenant l'indépendance de la Bosnie, du Kosovo et du Monténégro : guerres de demi-riches entre eux, mais aussi guerre dénivelée de riches (puissance de feu mobile aéroterrestre) contre armes du résistant (roquettes, bombes, mines). Une fois son premier potentiel mis hors d'usage – non sans dégâts collatéraux.

Espaces de civilisations et paragerres économiques

Depuis la conférence de La Haye – 1899

L'opposition binaire Est/Ouest (l'ordre international) qui structurerait (en dépit du non-alignement) la planète depuis Yalta s'est évanouie au profit du magistère détenu par des grands pays industriels dans le cadre de l'ONU, magistère qui s'exerçait contre la montée de puissances petites ou moyennes voulant assurer leur hégémonie régionale. La multiplication du nombre des (petits) États, allongeant indéfiniment la longueur des frontières, coupant à travers les ethnies et les communautés, accentuant les affirmations des cultures et des langues minoritaires à l'intérieur des civilisations dominantes.

Il en résulte un double phénomène qui dégrade les petits États : l'accroissement des conflits s'exaltant en eux et entre eux ; la valeur relative de leur culture en baisse constante par rapport aux langues planétaires portées par les *networks* des médias internationaux. En contrepartie, la publication de leur patrimoine artistique s'inscrit dans le patrimoine commun de l'humanité mais soumet les populations qui l'ont élaborée à une réification archéologique et au *rush* touristique.

« Pillage du Tiers Monde », « néo-capitalisme », « dominance économique »..., ces expressions dénoncent le dialogue Nord-Sud et alimentent la critique des accords de Lomé, des résolutions de Cancun, du discours de La Baule (Mitterrand, 1990), promettant de l'aide en cas d'avancées démocratiques et d'ajustements structurels drastiques exigés par le FMI. De même, pour celle du marchandage et de la corruption dans le programme « pétrole contre nourriture et médicaments » entre les guerres d'Irak au profit de Saddam Hussein. Mais le problème de l'endette-

ment progressif du Sud, les déficits alimentaires visibles en certains pays ne doivent pas faire oublier les durs rééquilibres et compensations d'un monde industriel professant l'idéologie du libre-échange mais maintenant ses oligopoles multinationaux et ses protectionnismes récurrents au nom des « patriotismes économiques » : négociations avortées du GATT, compétitions, concurrences entre les États-Unis, la Chine, le Japon.

Depuis deux décennies, le développement des moyens de communication (vitesse, extension, redondance) a déterminé une mutation. Géoéconomie, géofinance, géo-information, Internet, multinationales et mafias, flux démographiques interethniques constituent des réseaux traversant les frontières et les compétences ordinaires des États, imbriquent sans encore les mixer les cultures, les philosophies et les religions, facilitant les trafics de drogue et d'êtres humains. Cette mondialisation dont on a voulu faire un (nouvel) ordre mondial multiplie au contraire les turbulences et les fragmentations. Celles-ci suscitent des controverses majeures : le capitalisme – le libéralisme – s'épand-il véritablement sur la planète ? Dans l'affirmative, cette extension conforte-t-elle la « théorie de la stabilité hégémonique » par les États-Unis, dont l'éventuel déclin devrait être compensé par la « théorie des régimes », postulant par consensus rationnel qu'une interdépendance organisée serait plus bénéfique pour tous (Jürgen Habermas, *Problème de légitimation dans le capitalisme avancé*, 1973, trad. franç. Payot, 1988) ? Sous les négociations mondiales prônant la libéralisation du commerce international comme instrument de répartition des activités et des richesses (le coût le plus bas favorisera la demande), les États redoutent l'accroissement de leurs tensions internes et mènent une politique égoïste, parfois à l'encontre de certaines de leurs firmes.

La dissémination de l'industrie vers les pays à main-d'œuvre bon marché (à faibles coûts sociaux), due à la libéralisation des échanges, entraîne une délocalisation confortant le chômage dans les pays industrialisés et y instaure de nouvelles ruptures. Certes le système peut tenir en raison de la capacité technologique de surproduction des biens de consommation de base, loisirs compris. Mais, à terme, un autre ordonnancement social semble se profiler avec des virtualités de déclassement et de révolution : dirigeants grands gestionnaires publics ou privés ; strates chargées du formatage intellectuel (enseignants : *Les chiens de garde*, selon Nizan), de l'ordre policier et de la productivité économique (techniciens moyens, ouvriers spécialisés...) ; exclus de travail et de famille, immigrés culturellement hétérogènes qui par les prestations sociales ne constituent plus un *lumpen* prolétariat mais une

masse démographique en déséquilibre. Situation évocatrice de l'apparition de la servitude ?

Non sans distorsion, la démocratie pluraliste s'est lentement établie en des sociétés culturellement et économiquement définies à un moment précis de leur histoire : « indifférence » en matière de philosophie et de religion ; société d'« abondance » permettant d'assurer la subsistance « honorable » des non-producteurs. Cette institution est-elle abstraitement universalisable (constructivisme rationnel), ou bien les valeurs, la protection des personnes et des groupes émanent-elles des communautés assurant leur système de croyance, leur identité singulière doit-elle résister à l'uniformisme des éthiques ? Thèse communautariste qui remonte à la *polis* d'Aristote et aux conceptions antirévolutionnaires de Burke, Maistre, Bonald : seules seraient viables et respectées les valeurs secrétées au fil des siècles par des groupes naturels. Actuellement, John Rawls (*A History of Justice*, Oxford University Press, 1971) fait preuve d'un certain scepticisme en ce qui concerne les sociétés non occidentales (*Political Liberalism*, Columbia University Press, 1993). Jürgen Habermas propose que ces valeurs soient présentées comme une voie téléologique possible et progressive aux autres communautés (*Moral Bewoustein und kommunikativ Handeln*, Frankfurt, Suhrkamp, 1983). Car l'affirmation des valeurs occidentales débouche sur deux contradictions.

Au-delà de la réalité géopolitique se dressent une contradiction ontologique, la dénonciation au nom des valeurs occidentales par les sociétés extra-occidentales des pratiques occidentales. Mais comment ne pas tenir compte de l'endormissement de certaines civilisations et comment départager entre les destructions matérielles et les souffrances morales ? Comment pondérer les réveils techniques et politiques ? Les sociétés dominées étaient-elles si faibles qu'elles ne purent se défendre ? Est-il légitime d'imputer d'éventuels crimes ou même de simples méfaits aux générations qui suivent ? Serait-ce le retour au droit de se venger, voire à une sorte de péché originel ? Les systèmes de valeurs autonomes jouant en divergences ; mais une certaine convergence « égalisante » qui résulte de la progression de ces sociétés dans les échelles de l'IDH (indice de développement humain) devrait corriger le calcul purement financier, matériel du PIB. Les Nations unies ont adopté une *Déclaration des droits des peuples autochtones* (2007) : autonomie, terre, langue, protection contre le génocide, l'ethnocide, l'écocide.

L'autre contradiction est idéologique, car les valeurs occidentales ne sont pas issues d'une synthèse avec celles des autres civilisations qui récuseront certaines

d'entre elles si elles ne peuvent en trouver l'équivalent dans leur propre fonds. Au-delà des revendications ethnonationalistes et multiculturalistes, voire multijuridiques (accorder à l'immigrant le droit à son droit), c'est à partir du décalage entre les valeurs occidentales et les pratiques des traites négrières et des colonisations que s'argumente la contre-offensive menée par les Africains et les pays ex-colonisés pour obtenir sinon repentance et réparation, au moins reconnaissance et regrets pour les destructions démographiques, les destructurations économiques et les négations culturelles que l'on tente de qualifier de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, ethnogénocides, juridiquement déclarés imprescriptibles. Thèses soutenues par les altermondialistes, objectivées par les lois mémorielles mais qui posent le problème de la remontée des responsabilités dans l'histoire et risquent de donner lieu à des marchandages : investissements financiers contre la prise en main de la lutte contre l'immigration sauvage par les pays du Sud : ainsi du traité de 2008 entre l'Italie et la Libye.

Pourtant, à travers le démocratisme international de l'ONU, les compromis et pressions incessants de ses 192 membres, s'élabore peu à peu, en quelques domaines, des éléments juridiques communs à l'aire culturelle planétaire.

Quant au droit pénal international. Poursuite des chefs d'État tenus responsables des tueries guerrières. Justice des vainqueurs ? Napoléon avait été exilé à l'île d'Elbe puis relégué à Sainte-Hélène par le concert des Nations. En 1918, Guillaume II ne fut pas poursuivi. Mais les chefs nazis et japonais furent condamnés par les tribunaux des vainqueurs : Nuremberg et Tokyo. À l'implosion du bloc de l'Est, le Roumain Ceausescu fut abattu avec sa femme après une parodie de procès ; l'Allemand de l'Est Honecker fut jugé, emprisonné puis exilé. Pour lutter contre la *Dégradation du droit des gens dans le monde contemporain* (Anthropos-Economica, 1981), la tendance s'est accentuée dans un espoir de dissuasion à l'encontre des incitateurs de génocide accusés de crime de guerre ou de crime contre l'humanité, grâce à l'installation de tribunaux internationaux *ad hoc* : Arusha pour le Rwanda, La Haye pour l'ex-Yougoslavie. Mais c'est un tribunal d'exception irakien qui a condamné Saddam Hussein et certains de ses acolytes à la pendaison. Le système de la compétence universelle (n'importe quel plaignant devant n'importe quel tribunal national) paraît irréaliste. Une Cour pénale internationale (CPI) a été créée par l'ONU, sa compétence devant être reconnue par les États.

L'affirmation des valeurs sur le monde considéré comme une seule et même aire de civilisation se poursuit aux deux extrémités du spectre politique et sociologique.

À l'encontre d'ex-chefs d'État tels le Serbe Milosevic, le Libérien Charles Taylor puis un chef d'État en fonction : le Soudanais Omar el Bechir. À l'encontre des combattants (présumés tels) dit « hors norme » (de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre) internés hors du territoire national : pour les États-Unis, Guantanamo à Cuba, ou autres pays alliés. L'affirmation des valeurs jouant alors en contrecoup par la dénonciation des tortures appliquées à ces prisonniers présumés terroristes (Abu Graïb), mais objet d'un déni de justice par non-comparution devant une juridiction crédible, d'où la décision de suppression de Guantanamo par le nouveau président Obama.

Quant au droit économique des contrats. Dans les sociétés industrialisées, obligées par l'avancée technique de vivre de plus en plus en prévision, mais en flux tendu, on constate un certain déclin de la norme préétablie destinée à résoudre un nombre raisonnable de cas homologues, au profit de la directive plastique orientée vers une pluralité d'hypothèses futures : ainsi du droit socialiste, des instruments juridiques de planification, du renouvellement des notions budgétaires (cycles, impasses, déficits, stratégie OPA hostile...). Cette mutation, conséquence d'un passage du libéralisme (État gendarme et lois de police) à la socialisation sinon du capital, au moins des buts de l'État-providence, favorise l'évasion des litiges hors du contentieux organisé. Dans les sociétés industrielles tournées vers la production de masse et l'accroissement des potentialités de rendement plutôt que vers le maintien d'une richesse lentement assemblée, le litige est moins l'occasion d'affirmer sa volonté, de faire « respecter son droit » qu'une perte de temps ; d'où dans le néolibéralisme les nombreux instruments destinés à régler, par entente, arbitrage, etc., les conflits ou à empêcher leur naissance par la rédaction de clauses précises qui ne laisseront discussion que sur la réalisation des éléments de fait, non sur l'essence de la relation juridique. Il en découle une diminution relative du nombre des procès dans les matières relevant de l'économie et de l'intergroupal : compromis, accords ou conflits sociaux, négociations et *jet diplomacy* transformant les gouvernants en instigateurs de précontrats, en une « supra-classe internationale » (Huntington).

Le contrat de vente international tend à porter sur des transferts immatériels : non plus une marchandise plus ou moins brute ou un produit quasi demi-fini contre une quantité de monnaie fiduciaire (chèque ou virement). Mais une technologie s'analysant en un système de production (usine clés en main) comparable à la vente d'un système d'armes dont la tactique serait le fonctionnement et la maintenance, la stratégie, la commercialisation de l'objet ; et ce contre des numérations

de valeur tenant compte des taux de change, d'intérêt, des cours boursiers, le tout signifié dans la monnaie informatique instantanée de la géofinance internationale.

Au-delà, le contrat de vente internationale réalise l'achat d'une capacité compétitive, donc l'espoir d'une conquête de parts de marché. Non sans désillusions. Aspirant à s'épanouir dans un système de production sinon auto-innovant, au moins immuno-performant, l'acquéreur ne dispose souvent que de la capacité et du droit d'utiliser un procédé de fabrication : ce qui porte atteinte à l'espoir de développement. Car un tel contrat n'est plus un contrat synallagmatique binaire privé parmi d'autres, dont l'ensemble mesure pour chaque pays les balances commerciale et financière. Il prend place dans un marché général, assemble ou confronte des groupes privés nationaux ou internationaux qui ne sont plus qu'imparfaitement contrôlés par les États, pourtant jaloux d'imposer leurs intérêts et leurs droits.

Or l'énormité des sommes et des moyens matériels mis en jeu par le transfert de technologie, leur impact sociologique et culturel dans les sociétés réceptrices, les risques-pays imposent le pilotage à vue du déroulement du contrat dans le temps. Le management ne consiste plus dans la mise en œuvre d'un programme mais dans la gestion de mini-crisis successives afin qu'elles ne débouchent pas sur une crise de structure. D'où la nécessité de prévoir les moyens de contrer l'imprévisible en établissant par exemple des clauses de *hardship* permettant, en deçà de la force majeure, des réaménagements substantiels en cas de changement d'atmosphère économique et sociale.

Ainsi s'élabore peu à peu une coutume transnationale, sorte de structure normative englobant des éléments de droit international et de certains droits nationaux, des usages et des pratiques commerciales, des fragments de contrat type, des standards plus ou moins usités. Structure normative mondialisante, en partie énoncée par la Convention de Vienne de 1981 et évoquant la vieille *lex mercatoria*, loi marchande plus souple, *soft law* référant à l'esprit de la *Common law* plus qu'à celui du droit romano-germanique. Dans le monde contemporain, les accords pétroliers invoquent implicitement la théorie de l'échange inégal, projection de la théorie privatiste de l'erreur : théorie limitée dans la rationalité formelle de la légalité « bourgeoise » et qui évoque aussi les incomplétudes des accords israélo-palestiniens successivement sombrés.

Quant à la régulation mondialisante économique. Dans leur paragarre économique, les espaces de civilisation hésitent entre la mondialisation destinée à faire

baïsser les coûts et la constitution de vastes zones de libre échange (ALENA, ASEAN, UE...), où alternent en pulsions défensives les contraintes de la délocalisation et le patriotisme économique. Ces espaces peuvent être d'un point de vue culturel et géopolitique non homogènes : l'OPEP peut-elle définir une politique commune ? Eu égard au prodigieux volume de pétrodollars amassé, leurs bénéficiaires préfèrent les investir dans des fonds de pension occidentaux gérés par des grandes banques d'affaires internationales implantées dans des paradis fiscaux, servant des intérêts. Au-delà, les fonds souverains sont placés en des participations significatives, voire prennent le contrôle d'entreprises industrielles et commerciales de première catégorie. Pour l'instant, le système fonctionne selon les règles conventionnelles avec des intérêts, mais les gains obtenus peuvent servir à financer le secteur des banques islamiques qui cherchent à obtenir une réglementation spécifique, hors intérêt (usure) et hors aléa afin de mieux s'implanter dans les économies occidentales : Londres, Paris... Ceci à la lumière de la stratégie américaine qui est à la fois périphérique et continentale, du projet français de l'Union pour la Méditerranée, de la percée chinoise en Afrique (pétrole de Port-Soudan et du Nigeria, achat de terres), du taux de croissance des États semi-continentaux : Brésil, Russie, Inde, Chine (BRIC).

Sous ce nouvel ordre mondial se mettent en place quelques sous-systèmes qui visent à perpétuer pour l'humanité les alternances des guerres et des dissidences, les flux de capitaux et de populations vers les mégapoles les plus riches, les exportations d'idéologie et d'armement vers les zones les plus pauvres. Ainsi, se sont imbriqués trois phénomènes contradictoires. D'une part, l'accentuation de la dérégulation des protections nationales pour satisfaire aux injonctions libérales de l'Organisation mondiale du commerce. D'autre part, des alertes menaçant le vécu, voire la survie des populations ou de chaque individu : crises sanitaires (maladie de Kreutzfeld-Jacob, grippe aviaire, grippe porcine ou grippe A...), énergétiques et climatologiques (réfugiés écologiques), immobilières (maintien des familles dans leur habitat), alimentaires. Enfin, contradictions technologiques (biocarburants supprimant les terres de culture vivrière), tentation de généraliser des semences OGM chez les petits producteurs du Sud et de confronter la puissance de l'agro-business au Nord. La Tricontinentale s'opposait à la Trilatérale (USA, Europe, Japon) à Davos. Les Forums altermondialistes s'opposent au G8 devenu le G20 (les huit pays les plus industrialisés, plus les principaux pays émergents).

Philosophiquement, l'écologie profonde se voudrait edificatrice d'une nouvelle conception de l'homme et préconise une vision mondialisante de la planète : à savoir que l'être humain n'est pas un simple aménageur à son profit de la nature,

mais qu'il n'est qu'un élément, à demi conscient, parmi tous les autres. D'où, par principe de précaution, l'espoir d'harmoniser à l'échelle mondiale les luttes contre les pandémies, le réchauffement climatique, l'agriculture forcée, la destruction des forêts primaires, la pollution des nappes phréatiques, l'émission de CO₂, la destruction d'espèces animales et végétales, les perturbations des écosystèmes, les déchets nucléaires, l'usage tempéré des matières premières, etc. Toutefois, sous les déclarations d'intention demeurent les politiques et les stratégies singulières : maintien des niveaux de consommation pour les pays encore riches, droit au développement pour les pays émergents. Les possibles guerres de l'eau se jumellent aux irrédentismes. Cachemire, Tibet, château d'eau de l'Asie... Les États-Unis n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto. Le principe de précaution se heurte à la rentabilité immédiate.

Après la crise asiatique de 1998, la crise financière mondiale de septembre 2008 a-t-elle modifié les antagonismes de la paraguerrre économique, idéologique et civilisationnelle ? Les banques de dépôt s'étant transformées en institutions dispensatrices de crédits avaient procédé à la désidentification des capitaux en les transférant à d'autres institutions (titrisation), les créances devenant la propriété de fonds de pension faisaient prédominer la logique, la « loi » de l'actionnaire sur celle du salarié. Le volume des revenus ainsi distribués était en partie transformé en fonds spéculatifs à découvert ou à terme, créant ainsi des crédits fiduciaires de plus en plus fragiles, monnaie virtuelle s'autocapitalisant en bulle dont l'explosion perturbe l'économie réelle, accélère la propension aux délocalisations et les risques de récession, donc le pouvoir d'achat et de niveau de vie.

Dès lors, la paraguerrre économique a changé de visage. Le capitalisme libéral a été investi par les gouvernements qui n'ont pas recouru à de véritables nationalisations, mais ont procédé à de massives injections de capitaux d'État pour sauver de puissantes entreprises (banques, assurances, automobiles), au risque de créer des déficits au-delà des proportions énoncées par les pactes de stabilité.

Cependant, ce front stratégique des pays développés fut techniquement promu non par la constitution de fonds communs mais en ordre dispersé pays par pays. La conférence de Washington du 15 novembre 2008 du G20 a-t-elle œuvré en faveur d'une plus grande internationalisation des mesures de contrôle ? Cette tentative de reconstituer un système monétaire macro-économique évoque les accords de Bretton Woods (1945), démantelés par l'abandon de l'étalon or en 1971 et la suspension de la convertibilité du dollar par Nixon. Mais, après l'évaluation des

actifs par la prise en compte de la réalité économique, la régulation de la monnaie fiduciaire, les compromis entre le protectionnisme et l'interventionnisme destinés à lutter contre la destruction des emplois, et les mesures de rétorsion freinant les exportations, peut-on encore se reposer sur la logique des marchés ayant triomphé des États ? Les paragarres économiques ont généré des pénuries alimentaires, des famines dans le Sud et la paupérisation relative des *middle classes* dans les pays nantis.

Infrarévolution dans les pays industrialisés

Après la guerre civile espagnole – 1936/1939

De par les partages de Yalta et Potsdam, la Grèce était rattachée à l'Ouest ; sa guerre civile (1943-1949) fut l'ultime tentative d'établir le communisme en Europe par un processus révolutionnaire. Ainsi les vieilles nations s'étant industrialisées sur deux siècles, les partis de gauche en Europe occidentale et en Amérique du Nord ne semblent plus croire à la révolution (du XIX^e siècle) comme facteur de progrès rapide, passent successivement au réformisme. Après 1989, la révolution, dont le marxisme professait l'irréversibilité, fut reniée par son démantèlement non sanglant dans les anciennes démocraties populaires – sauf explosions en Lituanie, Moldavie/Roumanie ou Albanie, sauf explosions dans les glacis stratégiques russes (Tchéchénie, Ossétie du Sud/Géorgie, Haut-Karabakh arménien en Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie), sauf les déchirements sanglants yougoslaves –, mais les Balkans réfèrent aussi à un autre système : pulsions ethniques. L'« argent de la peur », autrefois consacré aux armes nucléaires, devrait être en partie réorienté vers les « révolutions de couleur » qui bordent la Russie (Ukraine, Géorgie, Kirghizstan), dans leur « formatage » démocratique. L'OTAN, qui n'a plus à s'affronter au pacte de Varsovie mais conserve l'esprit de la Charte de Paris (CSCE : fin de la guerre froide ?), postule une fonction non plus de simple « maintien » de la paix mais de sa « construction ».

Face à la crise économique, culturelle et philosophique de l'ex-Est, l'OTAN (plus largement l'Alliance atlantique) demeure la « fédération » militaire la plus puissante de la planète. Les difficultés tiennent à l'articulation des divers pôles et cercles qui regroupent ses membres. Pour l'OTAN : pilier américain et pilier européen. Pour l'Europe : problème d'unification économique puis monétaire, puis sécuritaire, la défense de l'Europe étant assurée par l'OTAN alors que l'Europe de la défense demeure embryonnaire. Par delà : passage des pays de l'Est au multipartisme et à l'économie de marché. Au-delà : question de la consistance de l'Europe

avec ou sans telle ou telle ex-démocratie populaire de l'Europe orientale. De par la faiblesse de sa démographie vieillissante, l'Europe aurait besoin d'apports de main-d'œuvre jeune mais craint, de par son égalitarisme religieux, de perdre son identité culturelle face à l'implantation de l'islam : sentiment de dépossession de son territoire face aux troisième et quatrième générations d'origine extra-occidentale. Suburbains, néocitadins topographiquement et culturellement excentrés se transforment-ils en « bandes ethniques » générant des « émeutes raciales » ? Les États-Unis gèrent leurs tensions noire, asiatique, latino, un temps adoucies par l'élection du président Obama. Les pays européens hésitent entre discriminations positives et immigrations sélectives en faveur des « minorités visibles », prônent la diversité et le métissage civilisationnels.

Mais l'Europe ne souhaite pas affirmer ses racines chrétiennes et au nom des Lumières temporise l'origine de ses États-nations, Rome comme institution, les chefferies germaniques comme pouvoir, la Grèce comme philosophie, et le judaïsme comme théologie. Le Vieux Continent ne sait s'il veut (peut) être puissance ou fantasme, ne sait où fixer ses frontières : admission de la Russie, de la Turquie ? Ceci tempéré par la conscience d'appartenir au même espace de civilisation que celui des États-Unis, qui professent le respect de l'État de droit, des libertés publiques et des droits de l'homme. Philosophie contestée par les ultra-gauches.

L'avant-gardisme avait dépassé le mouvement autonomiste, revendiquant la satisfaction des « énergies désirantes », comme les thèses du freudo-marxisme et de 1968. L'ultraterroisme révolutionnaire idéologique (Fraction armée rouge allemande, Brigades rouges italiennes, Action directe française...), international dans sa philosophie, national dans ses attentats, fut éradiqué. Demeurent les irrédentismes régionaux : Pays basque, Corse, Tchétchénie ; l'Irlande du Nord semble en voie d'apaisement. Dès lors, les mutations politiques et sociales sont poursuivies par des mouvements parfois spontanés et aléatoires, souvent latéraux aux partis et syndicats qui pensaient récupérer les déçus de l'effondrement du communisme mais qui sont dépassés par la « gauche extrême » et l'altermondialisme, manifestant leur colère lors des réunions des G8 puis G20.

Pour maintenir l'ordre économique mondial, les gouvernements ont-ils transformé la guerre économique à parois verticales (compétition internationale des économies nationales ou régionales, compétitions avivées par l'arrivée des pays émergents) en une guerre sub-révolutionnaire à parois horizontales ? La déception entraînera-t-elle de plus dures luttes sociales évocatrices des doctrines du syndica-

lisme révolutionnaire ? Au-delà des grèves, sabotages, actions directes, une extrême gauche anticapitaliste proclame la démocratie en déclin, appelle à une nouvelle lutte des classes.

Plus profondément apparaît une mutation économique lente qui pourrait déterminer de vastes rééquilibrages sociaux et culturels : prise de conscience de l'existence d'un « quart monde » autochtone, abaissement du seuil de pauvreté, déclassement des classes moyennes porteuses de la démocratie alternante, affaiblissement de leur pouvoir d'achat accéléré par la crise de 2008. Cette mutation annonce-t-elle une autre révolution où s'implanteraient les explosions aléatoires des banlieues mal intégrées et des clandestins sans-papiers qui par leur seule présence pèsent sur l'idéologie humaniste de l'Occident en lui donnant mauvaise conscience ? Et où, sous le choc frontal ou le prurit sécuritaire (hypersurveillance optique généralisée, contrôle biométrique, puce RFI – *Frequency Identification Radio* – localisant les personnes), se dégraderaient les libertés individuelles et sombrerait la démocratie ? Même hors révolution, la mutation sera profonde.

Ultrarévolution dans le Tiers Monde

Depuis le congrès de Bakou – 1920

Dissidents et gouvernants continuent à professer l'inéluctabilité de la violence. La Chine ne rétracte pas sa répression de la place Tien an Men en 1989, du Tibet en 2008, du Si Kiang en 2009. En chaque pays, les conflits internes et externes perdurent et illustrent la conjonction qui s'établit entre les rivalités traditionnelles et les luttes des nouvelles classes, le désir aussi de certains États de mieux asseoir leur assise sociologique et leur position géopolitique. L'Irak par rapport au Koweït, l'Algérie et le Maroc face au Sahara occidental illustrent la mainmise d'une société à stratification sociale complète (réunissant toutes les classes d'une société moderne) sur une société à stratification sociale incomplète et une volonté d'ouverture sur la mer libre. Les facteurs révolutionnaires s'incluent dans les guerres apparemment classiques, et les frustrations psychologiques, économiques et culturelles subies par les jeunes générations débouchent sur les répressions sanglantes : Égypte, Algérie, Maroc, Congo, Birmanie, Guinée, Sierra Leone, Iran. Une plus ample reconnaissance du travail informel, la généralisation du microcrédit permettraient-elles de mieux stabiliser les migrants ruraux, néocitadins constituant des masses de travail à la merci des fluctuations économiques ? Enfin, les gouvernements ne semblent pas prêts à calmer les aspirations des intellectuels libéraux se regroupant en opposition.

L'*Amérique latine* poursuit ses efforts de stabilisation démocratique (Argentine, Brésil, Chili) tandis qu'apparaissent de nouveaux régimes progressistes et indianisants (Venezuela, Pérou). Globalement, la reconnaissance de l'amérindianité grandit sur tout le continent en raison de la progression démographique. L'économie transnationale de la drogue se superpose au sort d'une paysannerie en déréliction économique dans une urbanisation sauvage. Les guérillas révolutionnaires (sous-commandant Marcos au Yucatan, FARC colombiennes et leurs otages) se doublent de guerres de gangs internes sur le narcotrafic (Mexique, Brésil), le tout sous le regard général classique des États-Unis qui alternent stratégie du *big stick* (Panama, Nicaragua...), politique de persuasion (Haïti...) et interrogation (Cuba après Fidel Castro).

En *Asie du Sud-Est*. Un certain nombre de conflits perdurent en des phases d'incandescence et de déflation. Ils ne semblent pas susceptibles d'être résolus dans une durée prévisible. En Inde, musulmans et hindous s'opposent au Cachemire, au centre (Haïderabad), avec des attentats urbains. Au Sri Lanka, le pouvoir majoritaire bouddhiste a écrasé les Tigres tamouls. La guerre civile népalaise s'est apaisée (royauté renversée et communisme de gouvernement), survivent les irrédentismes philippins, les fractures en Birmanie (révolte des bonzes réprimée par la junte militaire), la contestation électorale en Thaïlande et la lutte contre l'irrédentisme islamique en Indonésie. Les irrédentismes ethno-idéologiques sont sous-tendus par les guerres des eaux : Cachemire, Tibet, Mékong...

L'*Afrique subsaharienne*. Encore éloignée de la transition démographique (ralentissement de croissance de la population), sous la menace du sida, sous la pression des jeunes déçus, et dans la reconduction de ses fractures ethniques et tribales mal recouvertes par les États issus de la décolonisation (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon...), elle subit des conflits erratiques incontrôlables dans l'instant : Soudan, Tchad, Somalie... après le Congo, Liberia, la Sierra Leone, le Nigeria, Kenya. L'idée de révolution s'estompe et les conflits ethniques ont pour objectif la conquête de ce qui existe du pouvoir d'État (Zimbabwe). Aux extrémités du continent, l'Afrique offre deux images contrastées. Au Rwanda se sont exacerbées les passions idéologiques et génocidaires (*infra*). L'Afrique du Sud semble sortie de l'*apartheid* et des compétitions sanglantes, idéologiques et ethniques entre mouvements noirs se disputant le pouvoir avant d'être en mesure de l'exercer. Elle est confrontée aux flux migratoires venus des pays limitrophes. Enfin se développe un phénomène général : toute crise entraîne l'exfiltration en catastrophe des ressortissants occidentaux et accentue le recul démographique des Blancs en Afrique.

Le continent arabo-islamique, du Maghreb à l'Asie centrale. Les idéologies de la Nation arabe unitaire, celle des nationalismes arabes particuliers, avaient souffert de leur carence idéologique, des retards dans le développement espéré, des querelles inexpiables entre dirigeants, le tout aggravé par les ingérences extérieures des Grands, par les ripostes des pays industrialisés à l'arme du pétrole, par les progressions démographiques qui ont déséquilibré l'avancée des PNB, par les cinq grands conflits au Moyen Orient : israélo-palestinien, libano-libanais, irako-iranien, soviéto-afghan, américano-islamiste. Les guerres soviéto-afghane, libano-libanaise et irako-iranienne avaient freiné l'expansion de la révolution islamique à l'iranienne. La seconde guerre d'Irak en 2004 fut une réplique de la guerre du Golfe de 1990. Elle avait été suscitée par la montée en puissance de l'islamisme. L'Irak était-il allié de la mouvance radicale d'Al Quäida ? Se servant de l'argumentation religieuse mais soutenant l'Irak, les islamistes ont touché les opinions publiques arabes humiliées, plus peut-être par anti-impérialisme et lutte contre les gouvernements arabes membres de la coalition anti-irakienne que par « religionnisme » au second degré, la défaite militaire jouant à l'encontre du nationalisme laïcisant.

La première *Intifada* palestinienne avait compté ses morts sans résultats apparents jusqu'au surgissement du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien à Gaza, en rupture avec le Fatah de Cisjordanie. Mais la multiplication des attentats suicides de la deuxième *Intifada*, le terrorisme sacrificiel nationaliste et intégriste ont généré une nouvelle faille entre les gouvernements imbriqués dans l'ordre international de l'ONU et l'économie mondialisante, ont déterminé deux stratégies asymétriques : guerre de roquettes et de tunnels des Palestiniens contre Israël, construction d'un mur et opération coups de poing par Israël contre les infiltrations palestiniennes et le bombardement des villes proches de la frontière.

Plus profondément, l'islamisme dénonce l'Occident, ses philosophies politiques et morales, et sa globalisation uniformatrice. Se formera-t-il un système géopolitique, une constellation idéologique et militaire Iran/Irak/Afghanistan/Pakistan, appuyée sur la majeure partie des opinions publiques (jeunes prolétariés, bourgeoisie nationaliste, intellectuels déçus et déchirés) contre les organisations islamistes (Maroc, Algérie, Égypte, Palestine, Afghanistan, Pakistan, Indonésie), mais aussi contre les gouvernements poursuivant avec les pays industrialisés un économisme ne parvenant pas à rétablir de justes répartitions internes et soumis aux secousses des « émeutes de la faim » et des traumatismes culturels ? Guerres d'opérations policières et militaires assez inefficaces contre les sanglants attentats autosacrificiels aléatoires.

En définitive, l'ultrarévolution dans le Tiers Monde récurrent (hors pays émergents) oscille entre l'explosion de violence erratique réprimée dans le sang par les gouvernements et les accusations systématiques par les oppositions de fraude et de corruption, lors des élections présidentielles. Ce qui entraîne l'émigration appauvrissante des jeunes devenant des clandestins et une fuite des cerveaux vers les pays encore nantis. Sauvetage individuel réduisant les espoirs révolutionnaires ou investissement collectif visant à s'intégrer ou à dénaturer l'Occident. Symbole : le culte de Mao a été célébré pour le sixantième anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine. Mais, entre l'institution du capitalisme entrepreneurial dans un régime communiste et les aspirations du néoconfucianisme, ne passe-t-on pas de l'*ultrarévolution* à l'*ultramutation* ?

Pulsions idéoraciales, antagonismes ethnoculturels

Depuis les camps nazis – 1933

Fait spectaculaire, certains peuples coupés se réunifient : Allemagne, Yémen, pourparlers difficiles en Corée, en Chine (Taiwan), à Chypre, mais des oppositions demeurent farouches : Koweït/Irak, Sahara occidental, en dépit de l'argumentation marocaine, et toujours les ambiguïtés libanaise et syrienne. Plus généralement, l'absence de « grande guerre » entre les États-nations industriels détermine-t-elle un reflux de la violence vers les antagonismes régionaux, ethniques, religieux ? Quelques phénomènes apparemment contradictoires œuvrent non sans paradoxe en ce sens.

Les États d'Europe centrale, par la dislocation des empires austro-hongrois et ottoman après 1918, soviétique aujourd'hui, avivent les inquiétudes des minorités et leur espérance d'une migration vers l'Ouest. En Europe occidentale, la montée (lente) de l'entité européenne dans les régions périphériques accélère la dénonciation du centralisme des vieux États-nations. L'accent mis sur le *Heimat*, le *Land* allemand, la région française ou italienne, la province belge ou espagnole, l'Irlande du Nord et l'Écosse du Royaume-Uni se transforme en revendications autonomistes voire indépendantistes, usant d'un terrorisme plus ou moins virulent : basque, irlandais, corse...

Les nouveaux États issus de la décolonisation, aux frontières souvent aberrantes, n'ont pas encore, après les luttes contre l'impérialisme, tous forgé des sociétés patriotiquement homogènes (Biafra, Katanga au Congo, Ogaden disputé entre l'Éthiopie

et la Somalie, Érythrée parvenant à l'indépendance contre l'Éthiopie, Sud chrétien et animiste, puis Darfour au Soudan).

L'implosion de l'Empire soviétique externe et interne libère les pulsions nationalistes, raciales et religieuses, et a facilité la condamnation parallèle de l'univers concentrationnaire et du goulag, du nazisme hitlérien et du communisme stalinien, les deux « bêtes immondes » du xx^e siècle européen. Philosophiquement et politiquement, la Shoah, longtemps imbriquée dans l'histoire générale des déportations dans les camps nazis, est maintenant singularisée par son caractère systématique : l'anéantissement par une mort technobureaucratique fournit un argumentaire puissant pour les réinterprétations et pour une appréciation de l'attitude des populations : hostiles, indifférentes ou « justes », selon les qualifications israéliennes qui distinguent entre témoins actifs ou passifs, ayant « sauvé des juifs » avec désintéressement ou à titre intéressé. Mais la lutte contre l'antisémitisme, le révisionnisme et le négationnisme pour le non-oubli d'Auschwitz exalte les opinions publiques musulmanes vitupérant un complot judéosioniste.

Les lois mémorielles et les repentances portant sur la traite triangulaire atlantique et non la traite arabe, sur l'esclavage, sur la colonisation soumettant au devoir de mémoire, à l'obligation de justice soulagent les ressentiments mais reposent souvent sur des anachronismes. L'histoire devient accusatrice ou défenderesse, est invoquée pour officialiser la réprobation d'actes de guerre, de la violence extrême des massacres de masse anthropologiques et stratégiques, afin de, politiquement et juridiquement, les qualifier de génocides, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Réveil de l'esprit de Nuremberg, après les deux explosions génocidaires : celle de la Serbie et son épuration ethnique contre les Kosovars musulmans, celle du Rwanda et sa négation des Tutsis par les Hutus. La compétence universelle – le tribunal d'un pays pouvant accueillir les plaintes émanant de citoyens originaires d'autres pays – déboucherait sur la constitution d'une aire de civilisation élargissant à son droit pénal international (système 19). Ainsi, au-delà des cours internationales, est-ce par des tribunaux nationaux (cambodgiens pour les chefs survivants des Khmers rouges), par des commissions de (ré)conciliation, des tribunaux de proximité (Afrique du Sud, Maroc, Algérie...) que non l'oubli mais l'apaisement fut recherché : le pardon ne pouvant être accordé qu'après aveu préalable du crime commis. La demande arménienne à la Turquie de la reconnaissance des massacres de 1898 et du génocide de 1915 exalte toujours les ultranationalistes turcs, même si les relations diplomatiques ont été renouées.

En fait, ces affrontements sanglants, ces négations physiques et éthiques de l'Autre résultent de lents mouvements de populations qui aboutissent à des « catastrophes », pertes de territoire et d'identité, selon un processus en trois phases. Un insidieux flux démographique va s'implanter dans un pays limitrophe pour y travailler, y accomplir les tâches subalternes (premier stade), jusqu'à ce qu'il se constitue en une imposante minorité (deuxième stade) semblant menaçante pour les autochtones qui se sentent dépossédés de leur propre sol et de leur identité. Alors s'exalte le troisième stade : guerre-massacre menée en sens inverse par l'ancienne majorité devenant minoritaire. Ce qui est advenu au Kosovo, où les Serbes orthodoxes ont perdu leur terre d'origine au profit d'Albanais musulmans. Ce qui n'est pas advenu au Nord du Sri Lanka, où les Tamouls hindouistes qui s'y étaient introduits dès l'époque britannique ont été militairement défaits par le gouvernement central et la majorité originaire bouddhiste. Ce sont aussi les expulsions massives auxquelles se livrent certains pays africains envahis par des populations voisines.

Les massacres, les pulsions idéo-ethniques résultent-ils de dilemmes profonds : modernité importée/indépendance revendiquée ? Les ambiguïtés entre acculturations et inculturations sont inhérentes à l'espèce humaine. Les politiques-slogans se heurtent : intégration/assimilation, identité/authenticité, amour ou haine de soi/ouverture à l'Autre, diversité des minorités visibles/métissage postracial fusionnel. Barack Obama est-il le premier président noir américain et/ou le prototype d'une humanité à couleur neutre, acceptant le passage du suprématisme états-unien au multilatéralisme onusien ? En prospective, par l'extrapolation des modes de communication et des mélanges de populations, quelles seront les nouvelles cultures qui, générées dans la douleur, résulteront des métissages mutant les anciennes civilisations ?

Projections intracontinentales

Depuis la guerre américano-islamiste – 1979...

Ce système sera traité dans le prochain numéro de *Géostratégiques*.